



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 26 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING DIVISION

11 Route industrielle
BP 1
68320 Kunheim

Références : 0006702131_2025_12_19_VISuiEch
Code AIOT : 0006702131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING DIVISION implanté 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le suivi des échéances des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 17 avril 2023, du 17 novembre 2023 et du 09 août 2024 consécutifs aux constats relevés lors des inspections du 06/02/2023, du 23/04/2024 et du 01/10/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING DIVISION
- 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006702131

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH est spécialisée dans la fabrication de cartons.

Au titre des ICPE, l'exploitant, sur son site de Kunheim, est autorisé à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 22 avril 1983.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

Référentiel utilisé :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté du 17 avril 2023 portant mise en demeure à la société DS SMITH Packaging Nord-Est de respecter certaines dispositions du code de l'environnement,
- Arrêté du 17 novembre 2023 portant mise en demeure à la société DS SMITH Packaging Nord-Est de Kunheim de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à KUNHEIM,
- Arrêté du 09 août 2024 portant mise en demeure à la société DS SMITH Packaging Nord-Est de Kunheim de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à KUNHEIM.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étude de dangers	AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 3	Sans objet
2	Mise en conformité des 4 puits de pompage pour la lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 2	Levée de mise en demeure
3	Fonctionnement du bassin de sécurité de la station d'épuration	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2	Levée de mise en demeure
4	Rétention des cuves situées dans le local intérieur de la STEP	AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 3	Levée de mise en demeure
5	Surveillance des émissions (contrôle de recalage - rejet eau)	AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 7	Levée de mise en demeure
6	Risques d'incendie liés aux installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'Inspection des Installations Classées au cours de cette inspection révèlent que les prescriptions portées par les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 17

novembre 2023 et du 09 août 2024 sont désormais respectées. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 avril 2023 sont partiellement levées.

Plus précisément, à l'issue de cette inspection, il est dressé le bilan suivant :

- Respect partiel de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 avril 2023 :

La levée de la mise en demeure est proposée pour l'article 2 (mise en conformité des quatre puits de pompage).

Pour ce qui concerne l'article 3 relatif à l'étude de dangers (EDD), il n'est pas proposé, à ce stade de levée de mise en demeure. Il sera statué sur la mise en demeure après examen de l'EDD transmise le 11 décembre 2025.

- Respect total de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 novembre 2023 :

A la suite des constats établis lors des visites du 23 avril 2024 et 1er octobre 2024 et de la transmission des lettres préfectorales du 9 août 2024 et du 15 novembre 2024 de levée partielle de mise en demeure, il restait uniquement les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 17 novembre 2023 à lever (contrôle de recalage).

A l'issue de la visite du 19 décembre 2025, la levée de mise en demeure est proposée pour l'article 7 précité.

- Respect total de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2024 (articles 2 et 3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : <i>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article D.181-15-2-III du code de l'environnement :</i> <i>« III. - L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. [...] L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. »</i>
Constats : Lors de la visite du 06 février 2023, l'examen par échantillonnage de l'étude de dangers (EDD) de 2019 avait amené l'inspection à considérer celle-ci comme étant incomplète. Des observations concernaient la cohérence, la justification méthodologique et la vérification approfondie portant sur le scénario n°6 - incendie généralisé - (prise en compte des retours d'expérience, dimensionnement des besoins en eau d'extinction, modélisation de flux thermiques, positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels...). L'Inspection avait jugé l'EDD insatisfaisante et avait demandé des éléments complémentaires par courrier du 11 avril

2024.

Par courriel du 11 décembre 2025, l'exploitant a transmis une nouvelle EDD, complétée et référencée « T230065625 & T240621002- Version V2 » datée du 10 décembre 2025, et ses annexes au format traitement de texte.

Lors de la visite du 19 décembre 2025, l'Inspection a indiqué à l'exploitant que cette EDD fera l'objet d'un examen ultérieur dans le courant de l'année 2026 et a précisé que le dossier devrait faire l'objet d'une communication officielle avec un courrier d'accompagnement. Ce document doit être transmis au format final (de type PDF) par voie postale ou par messagerie électronique.

Par courrier du 22 décembre 2025 transmis par message électronique du 22 décembre 2025, l'exploitant a transmis la nouvelle EDD référencée « T230065625 & T240621002- Version V2 » datée du 10 décembre 2025 et ses annexes à un format de type PDF.

A ce stade, l'exploitant ayant transmis des éléments complémentaires qui n'ont pas été instruits, il n'est pas proposé de suites administratives (pas de levée de mise en demeure).

Dans le cadre de ce contrôle, la conformité du point est considéré uniquement vis-à-vis de la transmission de la nouvelle EDD et non pas sur le fond des éléments communiqués.

Il sera statué sur la mise en demeure susvisée après examen de fond des éléments remis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en conformité des quatre puits de pompage pour la lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.4. de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10/09/20 :

« Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.[...] »

Constats :

Lors de la visite du 06 février 2023, l'inspection avait constaté que l'ouverture d'un des quatre puits, situé à proximité de la citerne de propane, était assurée par une plaque en fonte donnant un accès direct à la nappe. L'inspection des installations classées avait constaté l'absence de dispositifs permettant de prévenir toute pollution des eaux souterraines, associés à ces puits. L'Inspection avait mis en demeure l'exploitant de mettre en sécurité ses 4 puits d'aspiration, afin de prévenir tout risque de pollution des eaux souterraines, en s'appuyant sur des éléments techniques précisés par l'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration, qui précise certaines dispositions de mise en œuvre de ces ouvrages. Toutefois, ce texte ne s'applique pas aux ouvrages réalisés avant le 11 septembre 2004.

Par courriel du 11 décembre 2025, l'exploitant indique que les quatre puits ont été équipés selon les demandes de l'Inspection (protection béton ceinturant le puits et signalisation suivant le

standard pompier).

Lors de la visite du 19 décembre 2025, l'exploitant a précisé que les puits datent de l'origine de l'installation (soit antérieur au 11 septembre 2004).

L'inspection a constaté, sur le terrain, la nature des travaux réalisés sur deux des quatre puits, identifiés par le SIS 68 par les n°152 et n°153. Il est constaté que les travaux réalisés ont consisté en la pose d'une buse en béton circulaire de 1,8 mètres de diamètre (selon le document transmis par l'exploitant) couvrant une surface de 2,54 m² et de 30 cm de hauteur. Chaque puits est signalé par un panneau indiquant son numéro conformément au règlement départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

La buse de protection n'est pas obturée. La plaque béton est donc accessible et non cadenassée. Toutefois, les puits sont situés dans le périmètre clôturé de l'établissement et ne sont pas accessibles aux tiers. A la demande de l'Inspection, la plaque en fonte du puits n° 152 a été soulevée afin d'observer l'ouverture de l'ouvrage souterrain. Il est constaté que le puits d'aspiration donne un accès direct à la nappe d'eaux souterraines. L'exploitant explique que le service d'incendie et de secours doit, en cas d'incendie, pouvoir installer rapidement ses équipements d'extinction et de fait, pouvoir accéder aisément à la nappe d'eaux souterraines. Selon l'exploitant, ce dispositif a été validé par le SIS 68.

Par courrier du 22 décembre 2025 transmis par message électronique du 22 décembre 2025, l'exploitant a transmis la copie de la réponse apportée le 5 mai 2023 par le SIS 68 au sujet des puits d'aspiration. Le SIS68 indiquait que la « *réalisation envisagée convient pour l'utilisation des puits d'incendie par les sapeurs-pompiers* » et précisait la norme départementale (règlement départemental DECI) concernant la signalisation des plates-formes d'aspiration.

L'Inspection considère que, compte-tenu des exigences liées à la protection incendie (accessibilité permanente des puits), les mesures prises par l'exploitant pour sécuriser les ouvrages par rapport au risque d'introduction de pollution de surface satisfont à la mise en demeure.

Toutefois, il a été constaté que l'exploitant n'est pas en mesure de préciser la profondeur de chaque puits ni de confirmer leur déclaration auprès de la Banque du sous-sol (BSS). Toutes les données sur les ouvrages (forages, sondages, puits et sources) souterrains du territoire français sont collectées pour être conservées dans la base de données BSS, organisée et gérée par le BRGM. Un code national BSS est attribué aux ouvrages.

Après vérification par l'Inspection sur le site Infoterre du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) (<https://infoterre.brgm.fr>), il apparaît que les quatre puits ne sont pas enregistrés auprès de la BSS.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant déclare auprès du BRGM les quatre puits existants en vue de leur attribuer un code national BSS.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Fonctionnement du bassin de sécurité de la station d'épuration

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article R.181-46 II du code de l'environnement susvisé : *« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] »*

Constats :

Lors de la visite du 23 avril 2024, l'inspection avait relevé des incohérences sur les informations communiquées relatives à la fonction du bassin de sécurité et aux volumes de produits stockés dans le local technique connexe à la station d'épuration (STEP).

Plusieurs éléments transmis par l'exploitant le 18 mars 2019 ainsi qu'à l'issue de la visite de 20 juillet 2023 ont montré que le bassin de sécurité est utilisé comme bassin de réception des trop-pleins provenant des cuves de préparation des colles, des encres mais peut également récupérer occasionnellement les eaux issues du clarificateur et servir de bassin de rétention en cas de déversement des produits liquides (encres, colles en particulier) contenus dans les cuves présentes dans le local technique.

Lors de la visite du 19 décembre 2025, l'exploitant a confirmé les différentes fonctions du bassin de sécurité lié au local technique connexe à la station d'épuration :

- collecte des trop-pleins des cuves de préparation des encres (Flexo 1 et 2), de la cuve de préparation et du bassin d'homogénéisation des colles, de l'arrivée amont du traitement d'ultrafiltration, des cuves R35 et R36 ;
- collecte des eaux provenant des caniveaux de plusieurs équipements (douche de sécurité, porte sectionnelle, douche de sécurité, préparation chaud, filtre-presse) ;
- récupération occasionnelle des eaux issues du clarificateur avant rejet dans le Rhin ;
- rétention en cas de déversement (voir point n° 4).

Toutefois, le schéma présenté par l'exploitant n'indique pas de lien physique entre le clarificateur et montre qu'une conduite de trop-plein n'est liée à aucune installation amont.

L'exploitant indique que l'exploitation est confiée, par avenant à son contrat (présenté en séance) à un prestataire externe depuis mi-2023.

L'exploitant a transmis par courriel du 11 décembre 2025 une facture attestant de la vidange du bassin de sécurité en mars 2025, explique que le bassin de sécurité est vidangé en tant que de besoin et précise que la consigne est qu'il soit maintenu vide en fonctionnement normal (c'est-à-dire que le pilotage de la station de traitement soit réalisé de sorte à ce qu'il ne soit pas nécessaire de diriger des effluents vers le bassin de sécurité). L'obligation du maintien vide du bassin de sécurité est précisée dans un avenant établi le 12 mars 2025 entre l'exploitant et le prestataire en charge de l'exploitation de la station.

L'Inspection constate que le bassin de sécurité susmentionné est un bassin en sous-sol implanté sous le local technique de la STEP et constate sa double fonction possible de rétention et de collecte des effluents de trop-pleins des cuves et équipements cités ci-dessus.

Un capteur permet de connaître en temps réel, sur le tableau électronique installé à côté des cuves, le niveau de liquides présents dans le bassin de sécurité. Au cours du contrôle, le bassin était quasiment vide (indicateur sur le cadran du tableau électronique à 5 cm).

L'Inspection constate la présence, dans le local technique, d'un fichier de suivi quotidien de la station d'épuration lors des interventions du prestataire externe. Ce fichier mentionne le suivi du bassin de sécurité (hauteur de liquides dans le bassin). Il a été constaté sur le registre que le bassin était effectivement maintenu vide la semaine du 15 au 19 décembre.

Par courrier du 22 décembre 2025 transmis par message électronique du 2 décembre 2025, l'exploitant a transmis un rapport à connaissance relatif aux éléments concernant le fonctionnement du bassin de sécurité. Ils sont cohérents avec ceux présentés lors de la visite du 19 décembre 2025.

Un schéma de fonctionnement du bassin de sécurité mis à jour est également transmis.

En outre, au regard des précisions apportées par l'exploitant et constats réalisés dans le cadre du présent contrôle, il apparaît que la modification n'était pas notable (le dépôt des éléments requis par la prescription n'est ainsi pas nécessaire) et qu'elle n'a pas d'incidence sur les prescriptions applicables à l'installation.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Rétention des cuves situées dans le local intérieur de la STEP

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2024, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.11 de l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 susvisé :

« I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.[...]

Constats :

Lors de la visite du 20 juillet 2023, l'inspection avait évalué le total des volumes des cuves (décanteur, préparation de colle, cuve de préparation des encres, cuves R35 et R50) situées dans le local technique connexe à la station d'épuration à 68 m³ et avait relevé que la rétention associée à ces cuves était constituée par le bassin de sécurité (voir point n°3).

L'Inspection avait indiqué que le bassin de sécurité ne pouvait pas être considéré comme un bassin de rétention étant donné qu'en fonctionnement normal de l'installation, il était utilisé comme bassin de stockage de déchets (voir point n°3).

Par courriel du 11 décembre 2025 et lors de la visite du 19 décembre 2025, l'exploitant indique que la capacité totale des cuves à l'intérieur du local technique de la station d'épuration, remplies à 100%, est de 42 m³ et que cette situation de remplissage à 100 % de toutes les cuves ne se produit jamais du fait que ces cuves sont utilisées indifféremment les unes des autres, remplies et vidées à

des cycles différents. Il précise que le volume du bassin de sécurité est de 200 m³ et qu'il permet, quoi qu'il en soit, de contenir l'intégralité du volume total des liquides polluants stockés dans les cuves.

Au cours du contrôle, il a été constaté que la cuve R50 (également mentionnée dans le constat établi le 20 juillet 2023) est située à l'extérieur de la station. L'exploitant a indiqué qu'elle n'a pas de lien avec le bassin de sécurité et que celle-ci n'est plus utilisée. Par courriel du 22 décembre 2025, il a justifié de sa condamnation.

Lors de la visite du 19 décembre 2025, l'exploitant confirme que le bassin de sécurité fait effectivement office de bassin de rétention en cas de déversement accidentel et que le fonctionnement d'une cuve est indépendant du fonctionnement des autres cuves.

Par courrier du 22 décembre 2025 transmis par message électronique du 22 décembre 2025, l'exploitant a transmis un rapport à connaissance relatif aux éléments concernant le fonctionnement du bassin de sécurité. Ils sont cohérents avec ceux présentés lors de la visite du 19 décembre 2025.

Un schéma de fonctionnement du bassin de sécurité mis à jour est également transmis.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus et considérant que le bassin de sécurité est maintenu vide (cf. constat précédent), le volume disponible permet d'assurer la rétention de 50 % de la capacité totale des réservoirs associés (21 m³) ou de 100 % de la capacité du plus grand réservoir (20 m³).

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Surveillance des émissions (contrôle de recalage - rejet eau)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/11/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 II de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé :

« [...] les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.[...] »

Constats :

Pour mémoire, la mise en demeure a été motivée par le fait que l'exploitant avait présenté le rapport de contrôle de suivi régulier des rejets réalisé du 19 au 20 décembre 2022 et qui indiquait des écarts par rapport :

- à la mesure du débit de rejet,
- aux résultats d'analyse réalisée en interne pour les paramètres ST-DCO et MES.

Lors de la visite d'inspection du 23 avril 2024, l'Inspection avait constaté que, pour le seul paramètre analysé, la ST-DCO, l'écart entre les analyses du laboratoire interne et le laboratoire externe est supérieur à 10 %. Le rapport de contrôle de recalage du 9 au 11 mai 2023 n'apportait pas d'éléments par rapport à la fiabilité de l'analyse des paramètres ST-DCO et MES. Il était constaté que le prélèvement n'avait pas été réalisé sous accréditation. De ce fait, l'Inspection avait indiqué qu'elle ne pouvait pas se positionner sur la fiabilité des données du prélèvement et de l'analyse de la ST-DCO mesurée. Elle avait demandé une action corrective consistant en la réalisation d'un nouveau contrôle de recalage conformément à l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Lors de la visite du 19 décembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle de recalage a été réalisé le 1^{er} octobre 2024, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (prélèvements et analyses).

Par courriel du 22 décembre 2025, l'exploitant a transmis un document "*Diagnostic des dispositifs d'autosurveillance - octobre 2024* » de l'organisme accrédité pour les prélèvements et sous-traitant l'analyse à un laboratoire agréé pour la matrice « eau résiduaire » et sur les paramètres considérés, correspondant au contrôle de recalage réalisé du 1^{er} octobre au 2 octobre 2024.

A l'examen de ce bilan, l'Inspection constate les points suivants :

- Il est précisé que le prélèvement de l'organisme accrédité s'est déroulé au POINT SRR n°1 - P11981 - Rejet sortie générale du 01 octobre 2024 au 09:02 02 octobre 2024 à 09:02.

Toutefois, Le document n'indique pas explicitement les date et les heures de la prise d'échantillon « 24 heures » en autosurveillance.

Sur ce point, l'exploitant indique, par courriel du 06 janvier 2026, que le prélèvement SRR d'octobre 2024 a été réalisé par l'organisme accrédité et que « *le démarrage des deux préleveurs [automatiques] est réalisé en même temps ainsi que leur arrêt le lendemain* ». L'inspection constate que les résultats sont enregistrés sur GIDAF.

- il est indiqué que l'échantillonnage du 1^{er} octobre au 02 octobre 2024 n'a pas été réalisé sous accréditation (tableau "5.1. - Point SRR n°1 - Rejet sortie générale"). Sur ce point, l'exploitant indique par courriel du 06 janvier 2026 que le prélèvement a été réalisé par l'organisme accrédité. Toutefois, Il est constaté, dans ce même tableau, que le prélèvement a été mis en œuvre avec « *utilisation du matériel installé à demeure en vue de la constitution d'un échantillon destiné à des analyses comparatives.* ». Cet élément contredit l'information du 6 janvier 2026 de l'exploitant et explique la non-accréditation du prélèvement du 1^{er} octobre au 02 octobre 2024 mentionnée dans le rapport de l'organisme accrédité.

En outre, l'exploitant a communiqué les résultats des analyses réalisés dans le cadre du suivi régulier des rejets (SRR) en mai 2025. Le bulletin des résultats d'analyses indique que l'échantillonnage a été effectué par le laboratoire agréé au moyen d'un préleveur automatique du 20 mai 2025 à 11h40 du 21 mai 2025 à 11h40 et que le prélèvement est accrédité. L'Inspection constate la réalisation d'une analyse relative à son autosurveillance le 21 mai 2025.

Selon les conclusions du diagnostic de l'organisme accrédité susvisé, l'écart entre le résultat de la mesure de la ST-DCO réalisée par l'exploitant (73,8 mg/l) et le résultat de la mesure réalisée par le laboratoire externe (53 mg/l) est de 16,4 %. Le rapport d'audit conclut à la conformité. Dans un courrier du 22 décembre 2025, l'exploitant indique les résultats d'analyses de la campagne d'octobre 2024 concluent « *en la conformité en [leur] analyse* ».

Il est relevé que le résultat d'analyse de la ST-DCO, du contrôle SRR de mai 2025 susvisé, est de 67

<p>mg/l, valeur du même ordre de grandeur que les résultats cités ci-dessus. En autosurveillance, l'Inspection constate que la concentration en ST-DCO mesurée le 21 mai 2025 est de 66 mg/l (enregistrée sur GIDAF).</p> <p>L'Inspection constate que les résultats de mesure de la ST-DCO sont inférieurs à la valeur limite d'émission (300 mg/l).</p> <p>Compte tenu des éléments exposés ci-dessus et considérant que le prélèvement du contrôle SRR de mai 2025 a été réalisé sous accréditation, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors des prochains contrôle de recalage, l'exploitant devra s'assurer que le prélèvement de l'échantillon d'eau « 24 heures » par le laboratoire externe est accrédité de même que les analyses réalisées dans le cadre de ce contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Risques d'incendie liés aux installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie liés aux installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle du 1^{er} octobre 2024, il avait été constaté que le rapport de contrôle dit Q18 du 26 janvier 2024 concluait à des non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Il était demandé de remédier aux non-conformités par demande d'action corrective.</p> <p>Par courriel du 11 décembre 2025, l'exploitant a transmis le certificat Q18 du 28 février 2025 qui mentionne en conclusion "Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification et ce, dans le périmètre des limites d'intervention."</p> <p>Lors de la visite du 19 décembre 2025, l'exploitant présente et confirme les conclusions du certificat Q18 du 28 février 2025.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>